

L'affaire du Torino
[Hors jeu We Are Football](#)
Publié le 19/01/2038 04:14



« Il y a quelque chose de pourri dans le royaume du calcio » : 1927, l'affaire du Torino

Plus de 79 ans avant que l'opération « pieds propres » ne soit engagée dans le football italien et ne vienne dévoiler un vaste système d'influence et de prévarication d'arbitres, une affaire de corruption avait déjà tenu en haleine les premiers tifosi : *il caso Torino*.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le sport-spectacle connaît un grand essor dans la péninsule italienne. Aux côtés du cyclisme et de l'automobile, le football devient le sport préféré des masses italiennes : en 1925, Vittorio Pozzo, entraîneur, journaliste, cadre de Pirelli et futur « commissaire unique » des *azzurri* estime à plus de 150 000 le nombre d'Italiens se rendant tous les dimanches dans les stades pour suivre les rencontres de première division.

Toutefois, cet essor n'est pas préservé d'un certain désordre : jusqu'en 1925-1926, les rencontres sont émaillées par les violences des supporters mêlant esprit de clocher et culture de violence héritée de la guerre et du squadrisme. Surtout, de profonds antagonismes minent la FIGC, la fédération italienne de football. Alors que jusque dans l'immédiat après-guerre, les petites villes du nord-ouest de l'Italie pouvaient espérer remporter le titre de champion à l'instar de l'US Pro Vercelli en 1911, 1912, 1913, 1921 et 1922 et du Casale Football Club en 1914, ce sont à partir du milieu des années vingt les métropoles du Triangle industriel ou de l'Emilie-Romagne qui imposent leur domination et donnent naissance au football à deux vitesses que l'on connaît aujourd'hui : celui des grands clubs soutenus par des magnats du capitalisme transalpins et celui, beaucoup plus fragile, des villes petites et moyennes de l'Italie du nord, du centre et du Mezzogiorno.

Dans l'immédiat, la domination est d'abord financière : à Turin, la Juventus et le Torino bénéficient à partir de 1923 pour la première de 1924 pour la seconde du mécénat « sportif » de deux grandes fortunes, celle d'Edoardo Agnelli fils du président-fondateur de FIAT et celle du comte Enrico Marone héritier et patron du groupe d'apéritifs et de vins Cinzano. Agnelli révolutionne le « marché » des joueurs, alors que le professionnalisme n'est pas encore reconnu officiellement en Italie, en débauchant pour 50 000 liras la

vedette de Vercelli, Virginio Rosetta, au début de la saison 1923-1924. Marone, tout en dotant le Torino d'un stade en béton armé, le « Filadelfia », réussit lui aussi à attirer les vedettes des clubs moins fortunés tels que Baloncieri de l'Alessandria en 1925. Très vite, le Turin footballistique devient l'incarnation d'une « ploutocratie sportive » imposant la loi de l'argent dans un sport qui était resté longtemps empreint d'esprit étudiant malgré l'apparition précoce de l'amateurisme marron. De fait, la Juventus ne tarde pas à remporter un second titre de champion en 1926 et c'est le Torino qui lui succède dès l'année suivante en devançant son rival citadin et l'autre « *squadron* » des années vingt, Bologne.

Toutefois, dès le 23 juin 1927, un nouvel hebdomadaire romain Il Tifone, prétendant défendre les intérêts des sportifs méridionaux demande à Leandro Arpinati, le podestat de Bologne et président de la FIGC, d'intervenir pour enseigner aux Turinois, « une bonne fois pour toutes, la discipline, les convenances, le respect de l'autre, et toutes les vertus qu'ils ont] oubliées depuis longtemps ». C'est le début d'une campagne d'abord diffamatoire qui se transforme au mois de septembre suivant, en un feuilleton hebdomadaire révélant comment les dirigeants du Torino auraient convaincu le défenseur de la Juventus Luigi Allemandi de lever le pied pendant la rencontre décisive du 5 juin 1927 remportée par le Torino sur le score de deux buts à un. Un pari fictif aurait permis de verser 25 000 lire à Allemandi, soit plus de deux ans de salaire d'un magistrat ou d'un professeur d'université.

Ces révélations font mouche. En octobre, une enquête est diligentée par Arpinati en personne et l'un des membres du conseil directif du Torino, le dottore Nani, avoue qu'il a effectivement versé la somme à un intermédiaire Francesco Gaudosio qui aurait lui-même rétribué Allemandi pour ses services. Toujours selon Nani, les autres conseillers du club ainsi que Enrico Marone auraient été parfaitement au courant de la transaction. Le 3 novembre 1927, ces aveux obtenus à la Casa del fascio de Bologne ainsi que des pièces à conviction telles qu'un télégramme envoyé par le comte Marone et ordonnant l'envoi d'un « paquet », décident Arpinati à retirer le titre de champion au Torino et à radier à vie ses dirigeants ainsi que le joueur de la Juventus Allemandi.

De fait, l'affaire éclatait à point nommé : depuis 1925-1926, le régime fasciste avait mis en place une politique de contrôle et de développement du sport visant à forger un « peuple de combattants et de sportifs ». Dans cet esprit, le football, dont le professionnalisme avait été à moitié accepté par Arpinati en 1926, ne pouvait passer pour le parangon des vertus du sport fasciste. Le président du Comité olympique national italien, Lando Ferretti, déplorait ainsi en 1928 dans Il Libro dello Sport, que si « le football [avait] puissamment contribué à [la] reprise [du sport italien] », « il en [compromettait] désormais le développement par son professionnalisme naissant et les trop aspres rivalités de clocher [qu'il suscitait] ».

Dans l'immédiat, si les journalistes du Tifone se déclaraient « orgueilleux d'avoir dénoncé – [eux] les seuls accusateurs – la scandaleuse fraude du Torino », les organes de presse septentrionaux se faisaient plus embarrassés, insistant sur le caractère isolé de l'affaire et plaidant pour le nécessaire respect des valeurs sportives. En effet, pour Il Corriere della Sera du 4 novembre 1927 : « Le sport doit être l'école du courage, de l'esprit chevaleresque, mais surtout de la loyauté. Les mesures sévères prises avec la plus grande énergie permettent de réaliser l'épuration nécessaire et satisfont légitimement les milliers de footballeurs qui, tous les dimanches, livrent, remplis de passion, leurs loyales et saines batailles. »

Aujourd'hui encore certains tifosi du Torino voudraient que le titre resté vacant, soit restitué au Torino, au nom d'une machination politico-sportive qui aurait privé le club granata de son premier titre national. Toutefois, de même qu'il est difficile de statuer sur la réalité de la corruption ou d'un pari, pratique courante des joueurs et tifosi dans les années vingt, il n'est pas impossible qu'un homme d'affaires de la trempe d'Enrico Marone, qui avait conquis les marchés du vermouth en Amérique du sud et en France, ait voulu « accélérer » la réussite de son entreprise sportive en facilitant la victoire dans un match-clé.

C'est d'ailleurs sans doute dans la position sociale d'un Marone que se situe le nœud de l'affaire. En effet, Leandro Arpinati était un fasciste « honnête », d'origine modeste et issu de l'anarcho-syndicalisme. Son anticapitalisme initial le conduisait à désirer l'éloignement du football d'industriels et hommes du monde tels que Marone qui pervertissaient, selon lui, l'esprit d'un jeu éminemment populaire. Le 10 novembre 1927, déclarait ainsi dans une interview à *L'Auto* et Gaston Bénac : « C'est le jeu de tous, le jeu de la masse : l'Italie l'a adopté avec enthousiasme, mais nous sommes évidemment victimes de ses qualités. Ce que je n'admets pas, ce sont les tractations, les marchés, les truquages [...]. Nous porterons le fer rouge dans la plaie. » En ce sens, l'affaire du Torino fut en partie une affaire politique : comme en 1925-1926, où le régime liquida toutes les organisations et associations sportives jugées subversives, des hommes comme Arpinati ou le secrétaire du parti Augusto Turati imaginaient pouvoir assainir le milieu du football du poison de l'argent. Cependant, là où le régime avait pu écraser sans difficulté une opposition divisée, il dut continuer à transiger avec les « Crésus » du calcio sans lesquels les grands clubs ne pouvaient vivre, de même que Mussolini dut toujours compter avec la puissance d'un Agnelli. Et dès mai 1928, Enrico Marone fut amnistié et rétabli dans ses fonctions. La loi d'airain du capitalisme sportif avait eu raison de l'intransigeance d'Arpinati.

Cependant, malgré le titre obtenu à nouveau à la fin de la saison 1927-1928, il quitta, échaudé par l'affaire et les rudes manières d'Arpinati, la présidence du club en septembre 1929, au tout début du premier championnat de série A. C'était le début d'une décennie assez chaotique dans l'histoire du Torino, échangé comme un mistigri par des industriels moins fortunés et placés sous la bienveillance intéressée des secrétaires provinciaux du parti fasciste à Turin. Quant à Allemandi, il fut lui-aussi amnistié et porta par la suite les couleurs de l'Ambrosiana-Inter avant de remporter la Coupe du monde 1934 sous le maillot des *azzurri*. Faute de refonder un calcio vraiment fasciste, le régime pouvait s'accommoder d'un football italien professionnel et... victorieux.

Paul Dietschy
Université de Franche-Comté

Il n'y a pas de lien pour cet article.

Antonio Ghirelli, *Storia del calcio in Italia*, Turin, Einaudi, 1990.

Simon Martin, *Football and fascism. The national game under Mussolini*, Londres, Berg, 2004.